

Trudeau a conclu un contrat avec McKinsey jusqu'en 2100



[Source : lapresse.ca]

Contrats octroyés à la firme McKinsey
Ottawa a conclu un contrat jusqu'en 2100

Par Mylène Crête



PHOTO SEAN KILPATRICK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

(Ottawa) Le gouvernement fédéral a signé un contrat ouvert jusqu'en 2100 avec

McKinsey pour des services informatiques. L'information a fait surface au premier jour de l'enquête en comité parlementaire sur la centaine de millions de dollars en contrats accordés à la firme de consultants par le gouvernement fédéral.

CE QU'IL FAUT SAVOIR

- Sept organismes fédéraux ont déboursé 62 millions de dollars entre mars 2021 et novembre 2022 pour divers contrats accordés à la firme de consultants McKinsey ;
- Des ministres fédéraux et des dirigeants de la firme de consultants McKinsey doivent s'expliquer devant les élus du comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires ;
- En 2021, le gouvernement Legault a fait appel à la firme de consultants pour obtenir des services-conseils en matière de relance économique post-pandémie ;
- Durant les premiers mois de la pandémie, McKinsey recevait 35 000 \$ par jour pour conseiller le gouvernement du Québec.

« Qu'est-ce qui justifie un contrat ouvert pendant les 81 prochaines années ? », a demandé la députée du Bloc québécois Julie Vignola, s'étonnant que le gouvernement ne puisse pas embaucher ses propres spécialistes sur une si longue période.

Elle questionnait alors la professeure en administration publique Amanda Clarke, de l'Université Carleton, qui a longuement étudié le processus d'approvisionnement au gouvernement fédéral.

« Cette idée d'avoir des contrats ouverts sur 81 ans semble scandaleuse, a-t-elle répondu. Je pense que c'est là où il faut se demander à quoi ça sert d'avoir une fonction publique. »

Le contrat accessible en ligne a été attribué le 31 août 2019 et doit prendre fin le 31 janvier 2100. La fiche ne précise pas quel montant le gouvernement doit déboursier. Il est plutôt écrit qu'il s'agit d'un contrat de 0 \$ pour des services professionnels en informatique.

Le gouvernement est dans la tourmente depuis le début de l'année après que

ses contrats avec la firme McKinsey ont de nouveau fait les manchettes. Le montant total atteint 104,6 millions pour 24 contrats attribués depuis 2015. Les trois principaux partis de l'opposition veulent forcer le gouvernement à dévoiler l'entièreté des documents.

Selon la professeure Clarke, ce genre de contrat remet en cause un principe au cœur du Statut de Westminster, celui d'une fonction publique neutre, axée sur le mérite et qui est en mesure de servir le gouvernement, peu importe le parti au pouvoir.

Elle a avancé que le gouvernement a probablement signé un tel contrat pour aller plus rapidement au lieu de devoir chaque fois faire un nouvel appel d'offres. « C'est un processus compliqué », a-t-elle conclu.

La députée de Beauport–Limoilou a tenté de savoir combien ce contrat de 81 ans allait coûter aux contribuables. Le conseiller principal en politiques pour le Conseil du Trésor, Sean Boots, s'est fait couper par le président du comité avant qu'il ne puisse répondre et devra envoyer sa réponse par écrit.

[Voir la suite de l'article :

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2023-01-30/contrats-octroyes-a-la-firme-mckinsey/ottawa-a-conclu-un-contrat-jusqu-en-2100.php>]

Trudeau a signé un contrat de 81 ans en 2019 avec McKinsey pour des services informatiques, selon la firme, c'est pour «la numérisation et amélioration du fonctionnement» autrement dit : traçage, surveillance biométrique, contrôle numérique ...)

Vous commencez à comprendre ?  pic.twitter.com/nBQTXAjIJy

– Bouchra  (@BouchraAwake) January 31, 2023